

Accoucher dans la brousse, être forcée à se prostituer, ne pas pouvoir aller à l'école, avoir du mal à s'occuper de sa famille, les femmes des régions anglophones du Cameroun souffrent de la crise, sans relâche, alors que des femmes comme Pearl, 30 ans, se démènent pour protéger leur famille et survivre dans les moments difficiles.

"Il y a eu des tirs du matin au soir, et nous ne savons pas qui tire", dit Pearl, qui a fui le 10 décembre avec son mari et ses trois enfants - et le reste du village d'Ekona. Il a fallu trois heures pour que le village se mette à l'abri dans la brousse.

Elle se souvient de l'accumulation de la violence au début du mois d'octobre, lorsqu'elle a donné naissance à sa fille à l'hôpital local. "J'étais tellement stressée parce que j'ai entendu les coups de feu que je n'ai pas pu allaiter le bébé pendant les trois jours qui ont suivi l'accouchement", dit-elle. Et elle a été l'une des plus chanceuses.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont connu des violences en 2017 après la répression par le gouvernement central francophone de manifestations pacifiques. La répression contre les enseignants et les avocats anglophones qui se mobilisaient contre la discrimination présumée a encouragé un mouvement séparatiste armé et une autodéclaration d'indépendance pour la soi-disant Ambazonia.

Ce conflit s'est intensifié entre les séparatistes armés et les forces de sécurité camerounaises dans les villages et les villes, car les gens fuient des deux côtés, sans savoir si une balle perdue tuera les membres de leur famille ou eux-mêmes. Les différents groupes armés se battent contre l'armée camerounaise, en particulier le Bataillon d'intervention rapide (BIR), l'unité combattante d'élite accusée de violations des droits de l'homme dans l'extrême nord du pays.

Alors que la crise anglophone s'est aggravée au cours des trois dernières années, les femmes qui ont vécu une tragédie majeure en un seul coup continuent de souffrir.

Accoucher dans la brousse

À l'hôpital Mount St. Mary de Buea, le superviseur général Isadore Ngunyam réfléchit sur la flambée des cas de violence sexuelle, de viol et de blessures par balle. Mais les femmes enceintes qui accouchent dans la brousse ont également augmenté, dit-il, parce qu'elles ne peuvent pas avoir accès à une assistance médicale. "Il y a deux jours à peine, une femme a accouché quelque part à Munya. Parce qu'elle n'a pas pu venir ici ou ailleurs à proximité, elle est arrivée deux jours plus tard. Dès qu'elles sont arrivées, nous avons malheureusement perdu l'enfant", dit-il. "Il y a tellement de cas comme ça, qu'on ne peut même pas les compter."

Donner naissance dans la brousse est devenu normal, même pour les agences internationales et les organisations non gouvernementales qui tentent d'apporter leur aide.

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) travaille dans tout le Cameroun, où il s'occupe de la santé sociale et reproductive. Une partie de son travail consiste à fournir des kits, notamment des kits de viol, des kits d'accouchement par césarienne et même des kits de brousse pour ceux qui en ont besoin. Chaque kit de brousse contient les articles essentiels pour

les femmes qui accouchent dans la brousse : une feuille de plastique propre pour l'accouchement, des gants, des ciseaux pour couper le cordon, ainsi que des couches pour le nouveau-né. Le FNUAP assure la distribution des kits de brousse depuis 2018.

Le Cameroun, contrairement à un certain nombre d'autres pays d'Afrique centrale, n'est pas un État déchiré par la guerre. Les Camerounais vivaient dans une paix relative dans les régions anglophones jusqu'à il y a trois ans. Il n'était pas nécessaire de fuir vers la brousse ; les attaques majeures contre les civils dans les régions anglophones n'étaient pas monnaie courante avant que les séparatistes ne prennent les armes. "On nous a appris en cours d'histoire que le Cameroun, notre pays, est le plus pacifique d'Afrique et du monde", explique Jacqueline, qui travaille au sein de la Task Force Sud-Ouest/Nord-Ouest, un groupe de la société civile qui s'efforce d'aider les femmes.

"Tout est en train de changer, et cela affecte sérieusement les femmes car elles n'ont jamais connu ce genre de situation - chaque jour, on apprend une nouvelle stratégie pour y faire face. Chaque jour, vous apprenez une nouvelle stratégie pour y faire face. Les femmes accouchent dans les buissons, il y a des viols collectifs, et les femmes ont été torturées, c'est terrible", dit-elle.

Elle raconte l'histoire d'une femme à Bamenda, la plus grande ville de la région anglophone du Nord-Ouest, qui a été violée puis abattue dans son vagin. "Je pense que toutes les femmes au Cameroun maintenant, surtout dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, se sentent inutiles. Il ne sert à rien de donner naissance à un enfant qui pourrait être tué à tout moment. Il n'est pas nécessaire de tomber enceinte, parce que vous pourriez finir dans la brousse", ajoute-t-elle.

Les jeunes femmes vulnérables deviennent des proies

Le désespoir de certaines familles, qui survivent à peine, se tourne vers les membres vulnérables de la famille, créant ainsi un cycle d'abus. Joyce, 21 ans, était en première année d'école à Buea, la capitale de la région du Sud-Ouest, où les enfants peuvent aller à l'école, relativement à l'abri des séparatistes. Ses parents vivaient dans un village voisin jusqu'à ce que les coups de feu et les incendies criminels par les militaires deviennent monnaie courante dans leur hameau, et ils se sont enfuis dans la jungle, avec la plupart de la communauté.

Joyce rendait visite à sa famille pendant les vacances scolaires, et s'est retrouvée là aussi, incapable de retourner à l'école. "J'ai rencontré un type dans la brousse et il m'a dit qu'il allait m'aider à partir de là et à venir en ville à Kumba", raconte Joyce. Désespérée de retourner à l'école, elle l'a suivi. "Je suis tombée enceinte. Depuis, je ne l'ai plus revu", dit-elle.

Son cauchemar a continué après qu'elle ait emménagé chez sa tante célibataire, qui loue une maison à Kumba. Bien que la tante de Joyce vende de la nourriture, elle dit que cela ne suffisait pas pour payer le loyer. Elle et d'autres familles de la ville ont du mal à payer leur loyer, une dépense qu'elles n'avaient pas dans le village lorsqu'elles vivaient dans leur propre maison avant que la crise n'éclate. "Quand elle vend de la nourriture, des hommes et des garçons viennent lui dire qu'ils m'aiment bien, alors elle leur dit de la payer pour que j'aie dormi avec eux", dit Joyce, la voix tombant presque à l'oreille. Elle a l'air plus âgée que ses 21 ans, portant

une grande et longue robe marron et un jeune bandeau rose néon, le seul signe trahissant son véritable âge.

Les hommes paient à sa tante 2 000 francs CFA , soit l'équivalent de trois euros, chaque fois qu'elle est obligée d'avoir des relations sexuelles avec un homme. "Je me sens mal. Ce n'est pas bon. Je ne suis pas heureuse de le faire, mais je n'ai nulle part où aller, c'est pour ça", dit-elle, les yeux pleins de larmes. "Les gens se moquent de moi et disent que je couche avec des hommes assez vieux pour être mon père. Je ne me soucie pas d'eux parce que je sais qu'au fond de moi, ce n'est pas ce que je veux", ajoute-t-elle. Retourner dans la brousse avec ses parents n'est pas une option, car Joyce allaite encore son fils de deux mois.

Des familles brisées qui tentent de survivre

L'une des victimes de la crise actuelle est la cellule familiale : ceux qui n'ont pas eu de proche tué ou mutilé dans les combats ont perdu le contact avec eux dans la lutte pour la sécurité lors des attaques des soldats ou des séparatistes. Chloé, 20 ans, du village de Berera, vit avec ses parents et son enfant de deux ans à Mamfe. Ils ont fui vers la sécurité de la ville après que son frère, Caius, ait reçu une balle dans la tête et ait été laissé pour mort. Il marchait vers Mamfe et n'a pas vu qui lui a tiré dessus. Alors que Caius reçoit un traitement médical à Douala, Chloé dit que son mari, Donald, a fui vers le Nigeria voisin après avoir vu tout le village brûler et avoir vu des gens se faire tuer. Chloé dit que la vie est chère à Mamfe, mais penserait-elle rejoindre son mari au Nigeria ? "Le Nigéria est trop stressant", dit-elle en riant nerveusement.

Donald l'appelle d'un camp de réfugiés quand il le peut. "Il me dit qu'ils n'ont rien à manger, qu'ils souffrent. Nous disons que nous sommes mieux ici au Cameroun qu'au Nigeria". Alors que Chloé parle à son mari, Nora, 26 ans, n'a aucune idée de l'endroit où se trouve son partenaire, le père d'Hosea, cinq mois, endormi mais respirant fortement dans ses bras. Il n'a jamais vu Hosea. Tout le monde a fui lorsque les militaires ont brûlé leur maison et tué son frère dans un village voisin en mai dernier. "Nous ne savons pas si mon mari est réellement mort ou s'il a fui dans une zone qui n'a pas de réseau [téléphonique]", dit Nora.

Elle quitte Hosea avec un voisin et retourne au village pendant la journée pour cueillir du manioc à vendre en ville afin de pouvoir payer le loyer à Mamfe.

Des enfants désespérés pour l'éducation

La majorité des femmes avec enfants disent avoir quitté le village pour échapper aux tirs, mais elles veulent aussi donner une éducation à leurs enfants. La crise a commencé en partie à cause de l'afflux d'enseignants francophones dans les salles de classe anglophones des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les séparatistes ont empêché les enfants d'aller à l'école dans le cadre de leur action contre le gouvernement. Certains enfants des régions n'ont pas été à l'école depuis trois ans. Les écoles des villages situés sur la route principale de Buea vers Kumba et plus loin vers Mamfe sont vides. Beaucoup d'écoles construites en parpaings ont été incendiées ; d'autres ont fait pousser de la végétation dans les fissures des murs ; toutes sont abandonnées.

À Buea, cependant, siège de la région du sud-ouest, les enfants vont à l'école dans une relative sécurité. Les militaires restent une présence importante et imminente dans les rues de la capitale régionale. Victorine, une étudiante de 16 ans en 3ème année, vit actuellement à Buea avec sa tante. Elle excelle en géographie et espère devenir médecin un jour. "J'aime l'école... mais mes quatre frères et sœurs souffrent encore dans la brousse. Il y a le paludisme et beaucoup d'insécurité et je m'inquiète pour eux", dit-elle. "Je veux qu'ils aient la possibilité d'aller à l'école et de continuer leurs études", ajoute-t-elle. Victorine suit des cours avec des enfants de 13 ans, tandis que ses amis du même âge sont en classe de cinquième. Elle est en retard parce qu'elle n'est pas allée à l'école pendant trois ans. Sécurité relative, mais vie quotidienne difficile. D'autres familles en ville ont du mal à payer leur loyer, une dépense qu'elles n'avaient pas au village lorsqu'elles vivaient dans leur propre maison.

Emily, 28 ans, expire bruyamment lorsqu'on lui demande de quitter son village pour venir à Buea avec son mari et ses quatre enfants. "Nous sommes venus le 16 août. Ils ont brûlé notre maison, mes enfants n'étaient pas allés à l'école depuis deux ans, et nous avons vécu dans la brousse pendant six mois avant de venir ici", dit-elle, en s'efforçant de répertorier les événements de sa vie au cours de l'année écoulée.

Le beau-frère d'Emily aide à payer les frais de scolarité de ses enfants, et toute la famille vit avec lui, ce qui peut être difficile, dit-elle. Les emplois sont rares dans les zones anglophones, car les anglophones disent que les emplois gouvernementaux vont souvent aux francophones, ce qui est l'une des raisons du début des manifestations.

Emily, comme d'autres femmes, vend des beignets frits, appelés "gateaux" ou "puff-puff" dans la rue pour gagner de l'argent pour les frais de scolarité, la nourriture et le loyer. Les femmes disent que ni les militaires ni les séparatistes des Amba Boys ne respectent les femmes et les enfants, selon les nombreuses interviews réalisées par RFI dans la région.

Des femmes et des enfants ont été abattus, tués, incendiés, tout comme les garçons et les hommes dans les régions anglophones. Agatha a à peine échappé à la mort le jour où les séparatistes ont encerclé la plantation sur laquelle elle travaillait.

Elle travaillait depuis 28 ans pour la Cameroon Development Company (CDC), le deuxième plus gros employeur du pays. Les séparatistes anglophones considéraient ceux qui travaillent pour le CDC, une entreprise parapublique, comme des traîtres et attaqueraient les travailleurs en leur coupant les doigts. En se précipitant, les travailleurs, dont Agatha, pliaient la clôture métallique pour s'échapper dans la brousse. "Les militaires tiraient et les forces d'Ambazonia tiraient partout", dit Agatha. Son dos est marqué par la clôture métallique qui l'a coupée pendant sa fuite. Après quatre jours dans la brousse, des parents lui ont envoyé de l'argent par téléphone portable et elle l'a utilisé pour elle-même et ses collègues de travail pour venir à Buea. Elle vit également à Kumba et lutte pour nourrir ses enfants. Le stress de la situation a eu un impact négatif sur sa santé. Elle s'est effondrée un mois après avoir quitté la brousse. "Ils ont fait des tests et ont découvert que je faisais de l'hypertension", dit Agatha.

Une organisation avec une vision

Baudouin Akoh Ngah, fondateur et directeur du Forum mondial pour la défense des moins privilégiés (GFDLP) à Buea, n'ignore pas l'ampleur de la crise. L'organisation de Ngah fournit un certain nombre de services aux plus démunis, allant de l'aide juridique à la réinscription des personnes qui ont perdu leur carte d'identité et leur certificat de naissance. Mais le plus grand projet de Ngah à ce jour est son projet d'ouverture d'un centre de crise pour les anglophones les plus vulnérables, avec un accent sur les jeunes femmes. "Beaucoup d'entre elles sont victimes de violence sexiste... et les jeunes filles qui ont été déplacées ont des problèmes de santé", dit-il à RFI, alors qu'il se trouve sur un hectare de terrain à l'extérieur de Buea où il prévoit de construire un centre qui comprendra une formation professionnelle, des soins de santé et une petite école. "Nous aimerions avoir une partie de l'installation où les médecins en visite peuvent voir les patients", dit-il, en montrant une zone couverte de bananiers. Une autre partie est réservée à la formation des jeunes filles à la transformation des aliments, qui serait séparée de la petite école pour enfants déplacés qu'il envisage. Le terrain est la propriété du GFDLP - il a maintenant besoin de partenaires pour réaliser ses projets. La possibilité d'un endroit qui pourrait aider les plus démunis est la bienvenue pour des personnes comme Agatha, ancienne employée du CDC, qui survit à peine. "Ma soeur, pour l'instant, je n'ai aucun espoir", dit-elle en anglais pidgin. "Parce que quand on reçoit de l'argent ou qu'on fait quelque chose, on a de l'espoir. Mais je ne fais rien pour l'instant, donc je n'ai pas d'espoirs."

RFI
